

Lettre ouverte au Président de la République, François Hollande

RETRAITES : À CONTRIBUTION ÉGALE, PENSION ÉGALE !

Monsieur le Président de la République,

Trouvez-vous normal qu'il y ait deux France des retraites, celle du public et celle du privé ?

Trouvez-vous normal que dans les régimes spéciaux, le montant des pensions soit garanti par l'Etat – pourtant ultra déficitaire – alors que dans les régimes du privé les rendements ne cessent de baisser ?

Trouvez-vous normal que l'on continue à offrir la retraite dès 50 ans dans les régimes spéciaux, alors que l'on ne sait pas comment financer la dépendance des personnes âgées ?

Trouvez-vous normal que le système de retraite par répartition accuse, année après année, des déficits inévitablement reportés sur les jeunes générations qui, pourtant, devront déjà payer la dette publique et ses intérêts ?

Trouvez-vous normal que la réflexion nationale sur les retraites soit exclusivement confiée à des fonctionnaires, tous affiliés à des régimes spéciaux ?

Trouvez-vous normal que les retraités soient de plus en plus stigmatisés alors que la vraie cause de nos déboires est, depuis des décennies, un manque de courage politique et le refus d'une vraie réforme de l'Etat-Providence ?

Monsieur le Président, vous êtes le garant du respect de la loi :

« Les assurés doivent pouvoir bénéficier d'un traitement équitable au regard de la retraite, quels que soient leurs activités professionnelles passées et le ou les régimes dont ils relèvent » (art. L. 161-17 al. 3 code de la sécurité sociale).

À CONTRIBUTION ÉGALE, PENSION ÉGALE !

Marie-Laure Dufrière
Déléguée générale
de Sauvegarde Retraites



**Sauvegarde
Retraites**

Association Loi 1901, 53 rue Vivienne - 75002 PARIS

Alors que les régimes de retraite basculent un à un dans le rouge, la situation continue à se dégrader. Demain, il y aura seulement un actif pour un retraité, la situation n'est pas tenable. Une vraie réforme des retraites s'impose. A l'instar des politiques engagées chez nos voisins (Allemagne, Italie, Suède, etc.), elle doit aboutir à un système équitable, libre et responsable.